

AgoraVox. – 17.11.17.

Caterina Miloslavskaya

## **Ukraine : les experts du nucléaire sonnent l'alarme**

### ***Україна: експерти з ядерних питань побоюються***

*Деякі європейські експерти звертають увагу на недбалість українського уряду перед лицем енергетичних проблем. В останні місяці на атомних електростанціях країни сталася серія інцидентів. Українська влада стверджують, що немає нічого серйозного. Цього року Україна затвердила продовження терміну служби старих ядерних реакторів на 10 років. Однак цей проект виявився непослідовним і навіть небезпечним для навколишнього середовища. Західні експерти засуджують ендемічну корупцію і відсутність професіоналізму української влади і побоюються, що це збільшує ризик ядерної аварії, аналогічної аварії на Чорнобильській АЕС.*

<https://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/ukraine-les-experts-du-nucleaire-198575>

Plusieurs réseaux européens de surveillance de la radioactivité dans l'atmosphère ont détecté du ruthénium 106 dès fin septembre 2017. L'Allemagne était le premier pays qui a sonné l'alarme. Elle a été suivie par la France, l'Italie, la Norvège et la Suisse. L'origine de radionucléide artificiel n'est pas encore déterminée. Mais ce qui vient d'abord à l'esprit, c'est un incident ou accident nucléaire. En effet, ce scénario est le plus probable car des réacteurs vieillissants tombent de plus en plus souvent en panne. Les plus vulnérables sont les centrales ukrainiennes qui avaient remplacé le combustible russe par le carburant du groupe américain Westinghouse en dépit des rumeurs sur sa non-conformité aux standards internationaux.

En outre, certains experts européens attirent l'attention sur la négligence du gouvernement ukrainien face aux problèmes dans le domaine énergétique. Une série d'incidents se sont déjà produits aux centrales nucléaires du pays ces derniers mois. Les autorités ukrainiennes prétendent qu'il n'y a rien de grave. Cette année,

l'Ukraine a approuvé la prolongation de la durée de vie des anciens réacteurs nucléaires pour 10 ans. Pourtant, ce projet s'est avéré incohérent et même dangereux pour l'environnement. Des experts occidentaux dénoncent la corruption endémique et du manque de professionnalisme des autorités ukrainiennes et craignent que cela augmente le risque d'un accident nucléaire similaire à celui de Tchernobyl.

En effet, les spécialistes affirment que depuis quelques années, l'Ukraine viole les accords internationaux et deux conventions des Nations Unies : la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (Convention d'Espoo de 1991) et la Convention sur l'accès à l'Information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (convention d'Aarhus de 1998). Ces documents obligent l'Ukraine à faire des évaluations et prendre en considération l'opinion publique, y compris des pays voisins, avant de prendre la décision de prolonger la durée de vie des réacteurs. L'Ukraine a fait exactement le contraire en soumettant les documents douteux relatifs à la procédure transfrontière après le lancement du projet de modernisation.

Voilà pourquoi de nombreux experts occidentaux en matière du nucléaire ont critiqué Kiev. J'ai réussi à communiquer avec Maria Seman, la représentante roumaine de Bankwatch, et avec Jan Haverkamp, un membre de Greenpeace et l'expert reconnu dans le domaine de l'énergie nucléaire, qui avaient aimablement accepté de répondre à mes questions sur ce sujet. Selon Maria Seman, Kiev ignore le droit international. La représentante de Bankwatch insiste sur l'arrêt de toutes les procédures avant que Kiev n'évalue les impacts sur l'environnement. À son tour, Jan Haverkamp a suggéré que le non-respect des conventions « pourrait affecter la coopération entre les pays de l'UE et l'Ukraine ». De plus, lors de la dernière Réunion des Parties à la Convention qui se passe tous les trois ans, il a déclaré qu'« il n'y aurait plus de confiance à l'Ukraine ». Ceci dit, il est étrange que l'Europe

n'ait pas encore entrepris des contre-mesures ou imposé des sanctions au gouvernement ukrainien.

Kiev est toujours à se plaindre du manque d'argent bien qu'il laisse les questions liées à la sécurité de côté. Mais les experts sont unanimes : « le manque de finances n'est pas un argument suffisant pour prolonger la durée de vie des réacteurs nucléaires ». Ce fait ne confirme que la prospérité des schèmes frauduleux qui rend le contrôle de l'industrie inefficace. Des hauts fonctionnaires blanchissent annuellement des milliards de dollars. Si rien ne change, les problèmes du secteur énergétique continueront à influencer la politique ukrainienne et vulnérabiliser l'Ukraine face aux menaces extérieures. « Le maintien des réacteurs ne fait pas de profits. Le moyen efficace pour gagner de l'argent c'est la vente fructueuse de l'énergie, » croit Monsieur Havercamp. C'est-à-dire, l'Ukraine a des finances mais manque de fonctionnaires conscients.

D'après l'expert, un autre problème grave consiste au stockage du combustible nucléaire usé. Pour des raisons politiques, l'Ukraine a refusé d'éliminer le combustible nucléaire usé sur le territoire russe pour construire son propre tombeau nucléaire à 90 km de Kiev. Telle décision « représente une menace pour des localités environnantes » où se trouvent le parc naturel national et la rivière Dniepr qui fournit de l'eau à la moitié du pays. Selon Monsieur Havercamp, les plus grands risques sont liés à la fuite d'un matériau radioactif en cas d'attaque ou d'accès non autorisé, d'autant plus que l'Ukraine est actuellement au creux de la vague : la chute de popularité du pouvoir ukrainien, le mécontentement croissant du public, la guerre dans l'est de l'Ukraine, des créances internationales et la reprise probable de l'Euromaïdan. En somme, « il est difficile à dire en ce moment si l'Ukraine pourrait assurer la stabilité politique ».

Il est bien acquis que le but de l'Ukraine consiste à assurer son indépendance énergétique de la Russie. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les autorités ukrainiennes renoncent à coopérer avec les pays de l'UE et de l'Espace économique européen afin de réformer son secteur énergétique. La raison en est la corruption. Selon Jan Havercamp, « si l'Ukraine était ouverte à la coopération, elle pourrait créer, d'ici 2030, un système opérationnel qui offrirait une énergie abordable à tous les citoyens et attirait plus de participants de petits, de moyennes et de grandes entreprises ce qui permettra de créer les conditions favorables pour former la démocratie énergétique ».

Dans ce contexte, l'Ukraine a besoin de la révolution énergétique pour changer le regard des politiciens et « de la volonté politique pour se libérer des réalités centralisées et corrompues ce qui assurera une gestion décentralisée et responsable. À cet égard, le seul moyen raisonnable est de refuser le combustible nucléaire au profit des sources d'énergie renouvelable. Dans ce cas-là, l'Ukraine deviendra énergétiquement indépendante ».

Enfin, des expériences avec du combustible et des déchets radioactifs, le manque de financement et l'expiration de la durée de vie des réacteurs, tout cela peut conduire à des conséquences imprévisibles qui mettent en danger la vie et la santé non seulement des Ukrainiens mais aussi des Européens. Le risque d'un accident nucléaire n'est pas à exclure. Ce qui est d'ailleurs confirmé par de nombreux experts. « Pour l'instant, l'Ukraine a toutes les chances de subir une catastrophe nucléaire, » souligne Jan Havercamp.